



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

VINGT-SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Erevan (Arménie), 13-14 mai 2010

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Son Excellence M. Gerasim Alaverdian, Ministre de l'agriculture de la République d'Arménie,
Son Excellence M. Arman Kirakossian, Vice-Ministre des affaires étrangères,
Monsieur le Président du Conseil de la FAO,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Délégués,
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Introduction

C'est pour moi un honneur et un grand plaisir d'être parmi vous à l'occasion de la vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, qui se tient dans cette ville historique d'Erevan. Qu'il me soit permis tout d'abord d'exprimer au nom de l'Organisation, de son personnel et aussi des délégations, notre profonde gratitude au Président de la République, Son Excellence M. Serge Sargsian, au Gouvernement et au peuple arméniens pour leur chaleureux accueil et leur hospitalité.

Cette Conférence régionale pour l'Europe est la première organisée dans un pays qui figure parmi les principaux bénéficiaires de l'assistance technique de la FAO. Cela illustre bien les importants progrès réalisés en vue d'intégrer les nouveaux États Membres de cette région aux activités et à la gouvernance de notre Organisation.

État de l'insécurité alimentaire dans le monde

*Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,*

En 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation (SMA), les Chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim à l'horizon 2015. Cet engagement mondial a été réaffirmé par d'autres accords internationaux, notamment le Sommet du Millénaire en 2000 et le Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après* en 2002. Plus récemment, il a été décidé, lors du Sommet mondial des Chefs d'État et de

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

gouvernement sur la sécurité alimentaire tenu en novembre dernier à Rome, d'arriver à l'éradication complète de la faim dans le monde.

Malheureusement, les données les plus récentes réunies par la FAO révèlent que la situation actuelle est encore plus inquiétante qu'en 1996. La faim a augmenté au cours des trois dernières années du fait de la baisse des investissements dans l'agriculture et de la flambée des prix des denrées alimentaires. Celle-ci a été exacerbée par la crise financière et économique. Toutes les régions de la planète ont été touchées. En 2009, le nombre des personnes qui ont faim a augmenté de 105 millions par rapport à l'année précédente et a atteint un milliard.

État de l'insécurité alimentaire dans la région et rôle de l'agriculture

La région Europe et Asie centrale sont un exemple éblouissant de réussite au cours des dix dernières années dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Depuis 1998, une cinquantaine de millions de personnes dans cette région sont parvenues à échapper à la pauvreté. La réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté a été favorisée par une hausse généralisée des revenus, en particulier chez les travailleurs pauvres. En Asie centrale, le nombre de personnes qui ont faim est tombé de 9,3 millions en 2000-2002 à 5,8 millions en 2004-2006, soit une baisse de 38 pour cent.

L'agriculture a joué un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les pays d'Europe et d'Asie centrale. C'est dans les États les plus pauvres, où la majorité de la population pauvre vit dans les campagnes et où l'emploi est essentiellement assuré par les activités agricoles, que le secteur a connu les taux de croissance les plus élevés grâce, presque exclusivement, aux petites exploitations familiales.

La crise financière et économique risque d'entamer les progrès et les améliorations considérables du niveau de vie qui ont été obtenus dans la région au cours de la dernière décennie. En effet, selon les estimations de la Banque mondiale, la région Europe et Asie centrale est celle qui a été le plus touchée par cette crise. Par ailleurs, les études de la FAO ont démontré que ce phénomène avait affaibli l'agriculture, en particulier dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. Les pays de la région doivent faire face à des bouleversements économiques, comme le resserrement des marchés d'exportation, la diminution des transferts de fonds des émigrés et la baisse des financements privés.

Questions mondiales et régionales: investir dans l'agriculture pour éradiquer la faim

L'histoire nous enseigne qu'il n'existe pas de moteur plus puissant pour stimuler la croissance et éliminer la faim et la pauvreté que l'investissement dans l'agriculture. Si le nombre de personnes qui ont faim n'a cessé d'augmenter à l'échelle mondiale depuis le milieu des années 90, la situation était totalement différente dans les années 70 et 80. Pendant ces deux décennies, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a diminué en dépit d'une croissance relativement élevée de la population. Les investissements dont a bénéficié le secteur agricole à cette époque, en particulier dans les infrastructures rurales et la recherche scientifique, se sont traduits par une croissance rapide des rendements des céréales.

Dans les pays pauvres qui se caractérisent par une large population rurale, de petites exploitations et une pauvreté essentiellement rurale, l'agriculture peut être un important moteur de croissance et de lutte contre la faim, puisqu'elle produit de la nourriture, de l'emploi et des revenus.

On nous dit, depuis une cinquantaine d'années, que la croissance agricole à long terme est une condition indispensable à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. En effet, les études empiriques montrent que la part de la croissance du PIB imputable à l'agriculture est au moins deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que celle liée aux autres secteurs de l'économie.

Pour nourrir la population mondiale en 2050, soit 9,1 milliards d'habitants, dont 70 pour cent habitant dans des zones urbaines, il faudra augmenter de 70 pour cent la production alimentaire dans le monde et la doubler dans les pays en développement.

Avec des ressources naturelles limitées, la croissance agricole devrait s'appuyer essentiellement sur l'amélioration des rendements. Les éléments clés d'une telle croissance sont l'accès à l'eau et aux intrants modernes, les bonnes pratiques agricoles, la gestion des sols et des terres et des technologies ciblées. Mais il faut également s'attaquer aux difficultés pesant sur la commercialisation des produits agricoles et assurer aux petits agriculteurs un revenu approprié. Il faut pour cela régler le problème de l'insuffisance et l'inefficacité des systèmes d'information et de communication, des réseaux routiers, des dispositifs de stockage et de conditionnement ainsi que des systèmes de contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments. De plus, l'agriculture doit faire face au changement climatique et l'impact de celui-ci sur la productivité.

Mais il faut des ressources financières suffisantes pour améliorer les infrastructures et moderniser les facteurs de production agricole dans les pays pauvres. La part de l'agriculture, y compris les forêts et les pêches, dans l'aide publique au développement est tombée de 19 pour cent en 1980 à environ 5 pour cent actuellement. L'agriculture des pays en développement a besoin de 44 milliards de dollars des E.-U. par an de cette aide pour financer les intrants modernes, les infrastructures rurales et les technologies en faveur des petits agriculteurs.

Investir davantage dans l'agriculture dans la région peut aider à surmonter le problème de la faim dans d'autres régions. On estime que, grâce à des investissements adéquats, près de 10 millions d'hectares de terres arables pourraient être réaffectés à la culture de céréales et d'oléagineux au Kazakhstan, dans la Fédération de Russie et en Ukraine.

Ordre du jour de la Conférence régionale

Vous serez informés, au cours de cette vingt-septième Conférence régionale, des activités de la FAO dans la région et vous aurez l'occasion de débattre des priorités et de la mise en œuvre du Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO, de la mise en place du réseau de bureaux décentralisés et de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Une table ronde ministérielle sera organisée sur les mesures prises pour faire face aux problèmes de l'agriculture et du développement rural dans la région.

La réforme de la FAO

La FAO connaît actuellement le plus profond processus de réforme au sein des Nations Unies. Elle est en train de renouveler ses modalités de travail ainsi que la manière de s'acquitter de sa mission et de prêter ses services aux pays membres.

La mise en œuvre du Plan d'action immédiate a été un objectif principal à la fois pour les États Membres et pour le Secrétariat depuis l'adoption du Plan par la Conférence lors de sa session extraordinaire en novembre 2008. Les actions principales du Plan d'action immédiate concernent essentiellement les points suivants:

- l'adoption d'un cadre de planification et d'une nouvelle culture axés sur les résultats;
- la décentralisation et une plus grande délégation de pouvoirs;
- la rationalisation organisationnelle;
- l'amélioration de la gestion des ressources humaines;
- une gouvernance plus efficace.

Depuis janvier dernier, les bureaux régionaux ont la responsabilité de la supervision du budget et du programme pour les fonctionnaires techniques dans la région. Ils devraient prendre progressivement la direction des travaux techniques des bureaux dans les pays. De plus, le

personnel des bureaux régionaux a été formé afin d'assumer la responsabilité des activités menées au titre du Programme de coopération technique.

Pour favoriser l'alignement de notre structure administrative sur le cadre des résultats, une restructuration complète du Siège a été initiée en 2009 et doit s'achever en 2012. L'un des éléments clés de cette opération est la suppression de 40 postes de direction, qui a pour objet d'alléger la structure et la hiérarchie de l'Organisation.

Le Président indépendant du Conseil expliquera avec plus de détails les actions en cours dans ce cadre, notamment au niveau des représentants des États Membres.

La réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

En novembre dernier, à sa trente-sixième session, la Conférence de la FAO a approuvé une autre réforme importante, celle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). La réforme du CSA a pour but d'améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale en s'appuyant sur les structures et programmes déjà en place et en créant des partenariats efficaces. La mission de ce CSA rénové présente notamment les caractéristiques suivantes:

- un forum mondial pour les débats afin de favoriser la convergence de vues sur les causes et les conséquences de l'insécurité alimentaire ainsi que sur les modalités d'action dans ce domaine;
- un mécanisme de coordination à l'échelle mondiale des efforts visant à éliminer la faim pour assurer la cohérence et l'efficacité à long terme des mesures engagées;
- une base scientifique solide: le nouveau CSA comprend un Groupe d'experts de haut niveau qui va permettre la prise de décisions appropriées en fournissant des études et des analyses objectives et impartiales;
- une grande ouverture aux parties prenantes: gouvernements, institutions régionales et mondiales, partenaires économiques et financiers, organisations professionnelles agricoles, secteur privé, organisations non gouvernementales, fondations et société civile, qui seront toutes bien représentées.

Mais, pour que le CSA soit un processus intergouvernemental de haut niveau pour la prise de décisions et donc doté d'une légitimité politique, il est important que les gouvernements soient représentés au niveau ministériel à ses réunions. Il convient de souligner à cet égard que, outre les ministères et départements techniques compétents, la participation des ministres chargés de la coopération et du développement est aussi nécessaire pour l'examen des questions économiques et financières importantes.

Au niveau des pays, il est indispensable de mettre en place sous l'autorité des gouvernements un partenariat s'appuyant sur les groupes thématiques et les alliances nationales pour la sécurité alimentaire, qui devraient être renforcés. Ces deux mécanismes devraient fournir un appui aux autorités nationales qui ont la responsabilité d'assurer une allocation et une utilisation judicieuse des ressources budgétaires, de l'aide publique au développement et des investissements privés nationaux et étrangers directs.

Ainsi, le nouveau Comité de la sécurité alimentaire mondiale et son Groupe d'experts de haut niveau, avec des mécanismes pertinents à l'échelle nationale, serviront de base pour le Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Conclusion

*Monsieur le Président,
Honorables Ministres,
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Seulement cinq ans nous séparent de 2015, date à laquelle les dirigeants du monde se sont engagés à réduire de moitié la faim et la pauvreté extrême. Pourtant, si les tendances passées se maintiennent, cet objectif risque de ne pas être atteint car les actions et les moyens ne sont pas à la hauteur des objectifs fixés. Néanmoins, je suis convaincu qu'ensemble nous pouvons éradiquer la faim de notre planète. Mais pour cela nous devons passer des paroles aux actes, et nous devons surtout le faire vite.

Au cours des quinze dernières années, plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont réussi à augmenter leur production agricole et à réduire sensiblement le nombre des personnes sous-alimentées sur leur territoire. Cela signifie que nous savons ce qu'il faut faire pour vaincre la faim.

Pour nourrir le monde, il est important que partout les politiques agricoles soient ajustées dans cette perspective. Il faudra produire plus dans les pays en développement et en transition d'abord, mais aussi dans les pays qui disposent de potentiels de production encore non utilisés. Et pour que cet effort profite aux plus pauvres et à ceux qui ont faim, il faudra que les règles du commerce international des produits agricoles contribuent à l'objectif d'éradication de la faim dans le monde, comme cela a été rappelé à l'unanimité des 193 Membres lors du Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de novembre dernier à la FAO.

Avant de clôturer, je voudrais souligner le rôle essentiel de l'Union européenne, au sein de la région Europe et Asie centrale, en tant que partenaire de la FAO pour l'assistance technique et financière apportée aux pays en développement dans les domaines de l'agriculture et du développement rural. En plus de sa contribution au budget ordinaire, l'Union européenne est le premier partenaire de la FAO puisqu'elle a versé, en 2009, 365 millions de dollars des E.-U. à titre de ressources extrabudgétaires à l'Organisation. La FAO souhaite renforcer davantage encore l'excellente collaboration qu'elle entretient avec l'Union et ses institutions. Cette collaboration particulièrement efficace est aujourd'hui saluée par de nombreux partenaires. Je souhaite que, à l'avenir, nous puissions continuer sur les mêmes bases pour gagner ensemble le combat contre la faim dans le monde.

Je souhaite plein succès à vos travaux et je vous remercie de votre aimable attention.